

Censure des résistants : la Commission européenne contre la liberté sur twitter ...

écrit par Antiislam | 16 juillet 2024



C'est un peu comme le « mon ennemi, c'est la finance » de Hollande ...

Les commissaires européens, oui, c'est comme la finance : personne ne les connaît, personne ne les a élus et pourtant

ils s'ingénient à nous rendre la vie infernale, à nous pourrir la vie.

Ils semblent tous issus du même moule : celui de la Ylva Johansson une (ex?)-stalinienne qui organise l'invasion de l'Europe par l'immigration.

Nous n'avons guère envie, a priori, de les connaître, tous ces pantins, mais, pour notre plus grand malheur, ils ont l'ambition de gouverner nos vies.

Penchons-nous sur Vestager, ci-devant « commissaire à la concurrence ».

Margarethe Vestager ne connaît rien à l'industrie, (à la manière d'un ex-ministre de l'agriculture, bien français lui, qui est incapable de définir un hectare), mais régente l'industrie française, empêche patiemment toute réindustrialisation de la France par sa politique dingue de « concurrence ».

Mais je voudrais, ici, parler d'une autre activité, centrale, de la Commission : l'organisation de l'élimination de toute parole, de toute pensée dissidente envers la tyrannie européiste.

Et, justement, Vestager vient ajouter sa pierre à cette nouvelle « prison des peuples » qu'est l'Union dite européenne.

Les faits :

Margrethe Vestager

@vestager

In our view

[@X](#) doesn't comply with the DSA in key transparency areas. It misleads users, fails to provide adequate ad repository and blocks access to data for researchers. It's the first

time we issue preliminary findings under the Digital Services Act.

@vestager

Dans notre vision

@X ne respecte pas le DSA dans les domaines clé de transparence.

Il induit les utilisateurs en erreur, ne parvient pas à fournir un référentiel publicitaire adéquat et bloque l'accès aux données pour les chercheurs.

C'est la première fois que nous publions des conclusions préliminaires en vertu de la loi sur les services numériques.

En clair, avec Musk, il y a un trop grand vent de liberté sur X pour être toléré par les commissaires (politiques) de l'Union dite européenne.

Alors Vestager fait mine de défendre le consommateur, en fait, ce sont les fesses des européistes qu'elle défend mordicus : là, sa soupe est bonne.

(« *On a bien défendu nos fesses* », c'est, d'après « *Le Figaro* », la phrase que s'envoient socialistes et macronards en s'embrassant dans les salles du Palais Bourbon).

La Commission européenne, c'est là que le bloc mondialiste prend ses décisions bien à l'abri des regards populaires, « **car s'ils savaient ce que nous votons, les Français nous pendraient** » (Jean-Louis Bourlanges).

C'est ce rêve qu'incarne, aussi, le Conseil Constitutionnel où l'on peut décider « **hors de tout contrôle démocratique** » (Dominique Schnapper).

Bref, l'Union européenne c'est le rêve absolu des élites partisans de la mondialisation.

Aussi ces tartufes ne reculent devant aucune méthode pour que rien ne change.

Ainsi Musk, en répondant à Vestager, nous apprend que cette dernière a tenté de le corrompre, discrètement, pour que Musk mette en place une censure « discrète », forcément anti-patriotes, sur X.

Elon Musk

@elonmusk

The European Commission offered ☐ an illegal secret deal: if we quietly censored speech without telling anyone, they would not fine us. The other platforms accepted that deal.

☐ did not.

Elon Musk

@Elon Musk

La Commission européenne a proposé ☐ un accord secret et illégal : si nous censurons discrètement les discours sans en parler à personne, ils ne nous imposeraient pas d'amende.

Les autres plateformes ont accepté cet accord.

☐ ne l'a pas fait.

Voilà, de l'Assemblée nationale à la Commission européenne, la chasse aux patriotes est totale, obsessionnelle...